



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Décision 20220223-DEC-DAEN0154

ARRETE PREFECTORAL
portant prescriptions complémentaires applicables
à la société Energie Verte de Valence (EVVA) sur la commune de Valence

La Préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1586 du 27 avril 2000 autorisant la société OMNITHERM à la modification de la chaufferie urbaine de Valence LE HAUT, par l'installation d'une centrale de cogénération par turbine à gaz sur le territoire de la commune de la Valence, rue du Capitaine Dreyfus ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013142-0021 du 22 mai 2013 instaurant des prescriptions complémentaires suite à l'instruction du bilan de fonctionnement décennal et la suppression d'une turbine à gaz ;
- Vu** le récépissé n° 2017/02 du 24 janvier 2017 relatif au changement d'exploitant de la chaufferie urbaine de Valence précédemment exploitée par la société OMNITHERM, repris par la société Énergie Verte de Valence (EVVA) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018311-0003 du 6 novembre 2018 instaurant des prescriptions complémentaires suite à l'instruction d'une modification des conditions d'exploitation (arrêt d'une chaudière dans le bâtiment historique et ajout d'une nouvelle chaudière dans le bâtiment de cogénération) ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 31 janvier 2020 informant de l'arrêt d'une deuxième chaudière au sein du bâtiment historique de la chaufferie DREYFUS ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 12 juillet 2021 informant de l'arrêt de la troisième et dernière chaudière au sein du bâtiment historique de la chaufferie DREYFUS ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 23 février 2022 de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le projet d'arrêté transmis le 25 février 2022 à l'exploitant et son absence de réponse ;

Considérant qu'il convient de demander la mise en sécurité de la cheminée historique et du filtre à charbon compte tenu de leur grande hauteur et de l'urbanisation à proximité.

Considérant qu'en vertu de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, des prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires qui peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire.

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1 :

La société Energie Verte de Valence (EVVA), dont le siège social est situé 182 route de la Forêt à Valence (26000), est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 :

La cheminée et le filtre à charbon reliés au bâtiment historique de la chaufferie Dreyfus sont mis en sécurité.

Un contrôle technique de solidité de ces deux structures est réalisé dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté par un organisme spécialisé.

L'organisme spécialisé fournira ses préconisations en termes d'entretien et de surveillance sur le long terme par l'exploitant.

L'exploitant appréciera la nécessité de sécuriser d'autres structures présentes.

Le rapport de contrôle, incluant les préconisations d'entretien et de surveillance, et les résultats de l'analyse sur la sécurisation des autres structures sont transmis à l'inspection sous deux mois.

Article 3 :

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018311-0003 du 6 novembre 2018 est remplacé par le tableau suivant :

Installation	Puissance MW	Combustibles		Type d'exploitation	Production	Débit fumées Nm ³ /h	Température de rejet fumées	Vitesse d'éjection m/s	Consommation horaire maximale de gaz MWh PCS
		Principal	Substitution						
Chaudière n°4	13	Gaz	/	Eau chaude basse température	Eau chaude	15 600	120°	12	14,4
1 Turbine à gaz	17,5	Gaz	/		Eau chaude 9,5 MW max 200 t/h d'eau à 110 °C max électrique 6,174 MW	64 000	140°	> 8	19,44

La période autorisée de fonctionnement des turbines à gaz visée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013142-0021 du 22 mai 2013 est remplacée par la période de fonctionnement suivante : du 1^{er} novembre au 31 mars.

Article 4 : Valeurs limites de rejet

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018311-0003 du 6 novembre 2018 est remplacé par les dispositions suivantes :

	Paramètres			
Installation	Nox exprimés en équivalent NO ₂ . mg/Nm ³	CO mg/Nm ³	Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂ . mg/Nm ³	Poussières mg/m ³
Chaudière n°4 - Bâtiment cogénération)	100	50	10	5
Turbine à gaz	80	50	10	5

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % dans le cas des chaudières et de 15 % pour la turbine.

Les valeurs limites d'émission ne s'appliquent pas aux transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

Article 5 : Surveillance et mesure périodique des rejets atmosphériques

Le point 7.3 de l'article deux de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants atmosphériques visées dans le présent arrêté rejetées par son installation.

Surveillance et mesures périodiques				
Installation	Nox	CO	Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO2	Poussières
Chaudière n°4 (Bâtiment cogénération)	Trimestrielle*	Annuelle	Semestrielle* et une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation est réalisée	Annuelle
Turbine à gaz	surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement	surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement	Semestrielle* et une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation est réalisée rappel : la turbine fonctionne moins de six mois dans l'année	Semestrielle

* : Au lieu des mesures périodiques prévues au présent article, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO2 et de Nox.

Ces procédures font appel aux normes CEN pertinentes ou, en l'absence de normes CEN, aux normes ISO, aux normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues au présent article par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspecteur de l'environnement accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 6 :

Le tableau de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018311-0003 du 6 novembre 2018 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Désignation des installations et référence des installations	Volume des activités	Régime Autorisation (A) Déclaration (D)
2910-A-1	Installations de combustion au gaz naturel Comportant : – 1 chaudière au gaz naturel de puissances thermiques nominales de 13 MW – 1 turbine au gaz naturel 17,5 MW	30,5 MW	E

Article 7 :

Le tableau de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018311-0003 du 6 novembre 2018 est remplacé par le tableau suivant :

	Paramètres			
Installation	Nox exprimés en équivalent NO ₂ . mg/Nm ³	CO mg/Nm ³	Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂ . mg/Nm ³	Poussières mg/m ³
Chaudière n°4 - Bâtiment cogénération)	100	50	10	5
Turbine à gaz	80	50	10	5

Article 8 :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent du texte cité ci-dessous :

- Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 9 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Grenoble :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 10 : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Valence pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Valence fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Valence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société Energie Verte de Valence.

Fait à Valence, le 16 mars 2022

La Préfète, par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H